

Bruxelles, le 12.2.2020
C(2020) 866 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 12.2.2020

**relative au financement du programme d'action annuel 2020 – partie 1 en faveur de la
République centrafricaine**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 12.2.2020

relative au financement du programme d'action annuel 2020 – partie 1 en faveur de la République centrafricaine

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323², et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du programme d'action annuel 2020 – partie 1 en faveur de la République centrafricaine, il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 24 du règlement (UE) 2018/1877 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne³.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national (PIN) entre l'Union européenne et la République centrafricaine pour la période 2014-2020⁴, qui établit les priorités suivantes: (i) gouvernance économique et services sociaux, notamment l'éducation, (ii) réforme du secteur de sécurité et gouvernance démocratique, (iii) résilience rurale et création d'emploi. Le PIN s'aligne avec le « Plan de relèvement et consolidation de la paix en Centrafrique (RCPCA) », le cadre de référence pour la coopération du pays avec ses partenaires au développement.
- (4) L'action à financer au titre de l'accord interne relatif au 11^e Fonds européen de développement (FED)⁵ (ci-après l'«accord interne»), dont le titre est «Projet d'appui au processus électoral en République centrafricaine – PAPEC », vise à appuyer les

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Décision de la Commission C(2017) 2747 du 27.4.2017 relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et République centrafricaine.

⁵ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013, p. 1).

acteurs nationaux pour organiser et gérer le cycle électoral de 2020/2021 en répondant au mieux aux normes de qualité internationalement reconnues

- (5) Les objectifs poursuivis par cette action consistent à favoriser un processus électoral crédible, inclusif et transparent en République centrafricaine à travers (i) la pérennisation d'un fichier électoral fiable et informatisé, assurée par l'Autorité nationale des élections (ANE); (ii) la préparation et mise en œuvre efficace des opérations électorales par l'ANE; (iii) une participation importante et inclusive des citoyens au processus démocratique importante et inclusive; (iv) la préparation et mise en place efficace de la logistique du matériel électoral; et (v) le soutien du processus électoral par une assistance technique.
- (6) Il convient que la Commission autorise le lancement d'un appel d'offres moyennant une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision.
- (7) Conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2018/1877, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre du programme.
- (8) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union pour ce qui est des entités et les personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte, conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046⁶ applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877.
- (9) À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046⁷ et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877, avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (10) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu des articles 24, paragraphe 2, et 25 du règlement (UE) 2018/1877.
- (11) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 FED applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877.
- (12) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

⁶ Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1).

⁷ Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

DÉCIDE:

Article premier

La mesure

La décision de financement, qui constitue la mise en œuvre du programme d'action annuel – partie 1 en faveur de la République centrafricaine, présentée en annexe, est adoptée.

Le programme comporte l'action suivante: « Projet d'appui au processus électoral en République centrafricaine – PAPEC », présentée dans l'annexe.

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure est fixé à 15 500 000 EUR, à financer sur les ressources du 11^e Fonds européen de développement.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées en annexe, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées dans l'annexe ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 5.4 de ladite annexe.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁸ des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa, dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 12.2.2020

Par la Commission

Jutta URPILAINEN

Membre de la Commission

8